

Roland Pfefferkorn *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*. Paris, La Dispute, 2007, 412 p.

Diane Lamoureux

Volume 21, Number 2, 2008

Le féminisme : une question de valeur(s)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/029452ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/029452ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lamoureux, D. (2008). Review of [Roland Pfefferkorn *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*. Paris, La Dispute, 2007, 412 p.] *Recherches féministes*, 21(2), 187–189. <https://doi.org/10.7202/029452ar>

⇒ **Roland Pfefferkorn**

Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes.
Paris, La Dispute, 2007, 412 p.

Roland Pfefferkorn est un sociologue connu pour son analyse des inégalités sociales en prenant appui sur les diverses statistiques sociales. Dans cet ouvrage, basé sur un mémoire d'habilitation à diriger des recherches, il se propose d'examiner comment rapports de classes et rapports de sexes se conjuguent dans les sociétés contemporaines – et singulièrement la société française – pour se cristalliser en fait d'inégalités sociales. Cependant, le mode d'exposition, centré sur l'« éclipse des classes, l'émergence du genre » (p. 7) tend à opposer les deux formes d'inégalités sociales, au moins à des fins heuristiques, plutôt que de mettre en lumière leur consubstantialité.

L'introduction est un peu lourde et témoigne des origines « scolaires » du texte. Elle combine une approche du type journalistique sur le retour des classes sociales dans le discours sociologique français, déplore la myopie de la sociologie française en ce qui concerne les rapports sociaux de sexes, explique ce qu'est un rapport social et situe le travail de l'auteur comme un travail engagé, tout en étant scientifique. Bref, des éléments qui figurent à juste titre dans une thèse, mais qui se révèlent souvent fastidieux dans un livre.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux rapports de classes et se décompose en trois chapitres. Elle est introduite par une analyse de la notion de rapport de classe chez Marx, Durkheim et Weber, trop rapide pour apporter quelque chose de nouveau dans la compréhension de ces auteurs, mais qui sert surtout à poser que les sociétés contemporaines sont segmentées, hiérarchisées et conflictuelles et que la notion de rapports de classes permet de voir les dynamiques sociales qui les organisent.

Le premier chapitre porte sur le « paradoxe du tournant néo-libéral » (p. 57), paradoxe que Pfefferkorn situe dans le fait qu'à une époque – les deux dernières décennies du XX^e siècle – où les inégalités sociales s'accroissent (ce qui est vérifiable à la lecture des statistiques sociales produites par les gouvernements occidentaux), le discours sur les classes, auparavant prégnant dans la sociologie française, dont l'auteur nous brosse un panorama allant d'Halbwachs à Bourdieu, tend à s'estomper. En fait, le paradoxe n'est nullement expliqué par une analyse des caractéristiques du néolibéralisme, dont la négation des rapports sociaux, l'auteur se contentant d'observer que le discours sur les classes sociales est largement lié au sort du marxisme, tandis que la sociologie empirique nous permet de constater que les inégalités sociales s'accroissent.

Le panorama de la sociologie française et européenne se poursuit dans le deuxième chapitre pour montrer que les discours de substitution à celui des rapports sociaux, notamment ceux de la « moyennisation », de la montée de l'individualisme ou de l'exclusion, ont principalement pour fins d'occulter la « conflictualité »

sociale. Ce panorama est complété, toujours sur le mode du survol, dans le troisième chapitre qui porte sur le retour d'une analyse en termes de classes sociales. Celle-ci peut se comprendre par la remontée des luttes sociales et plus particulièrement des luttes syndicales du mouvement de 1995 au « non de gauche » au projet de constitution européenne. Ce vaste survol se conclut par le fait que la constitution d'une conscience de classe homogène, qui permettrait de passer de la classe en soi (déterminée objectivement par les rapports sociaux capitalistes) à la classe pour soi (luttant consciemment contre son exploitation et sa domination), se heurte au « fait que d'autres rapports sociaux sont à l'œuvre qui s'entremêlent et s'articulent aux rapports de classe » (p. 195) et que « le mouvement ouvrier, ou « salarial », ne dispose pas du monopole de la lutte contre les oppressions et les dominations multiformes qui sont à l'œuvre par ailleurs » (p. 197). C'est ce qui permet d'introduire les rapports sociaux de sexes.

La seconde partie de l'ouvrage porte donc sur l'émergence du genre dans les travaux sociologiques français. Elle est introduite par une analyse de la rupture avec le naturalisme associé à la notion de sexe, rupture qui serait attribuable à un couple pour le moins saugrenu, à savoir Friedrich Engels et Simone de Beauvoir. Exit donc toute la tradition féministe socialiste qui a pu exister au XIX^e siècle et au début du XX^e.

Le quatrième chapitre, malgré son intitulé « Penser l'oppression des femmes », met plutôt l'accent sur les travaux qui se sont penchés sur leur exploitation. Le premier enjeu porte sur les notions de différence et d'égalité et constitue celui qui pose le plus de problèmes par rapport à la mise en évidence des positions en présence et surtout les mouvements dans le temps des unes et des autres. L'analyse des thèses de Delphy sur le patriarcat et le mode de production domestique est bien rendue, de même que les analyses françaises sur le travail domestique et sur la dialectique production/reproduction. On peut cependant regretter que les questions de violences et de sexualité ne soient pas abordées, d'autant plus qu'elles ont été au cœur des réflexions féministes de cette époque.

Le cinquième chapitre ressemble, à première vue, à une discussion sémantique entre « genre » et « rapports sociaux de sexes » qui prend parfois des allures de défense de la terminologie « nationale » par rapport à ce qui existe dans le reste du monde dominé par les *women's studies* anglo-étasuniennes. Plus sérieusement, l'auteur s'attache à montrer comment on cherche à opposer « genre » et « classe » dans les études sur la domination sociale, comme s'il était impossible de concevoir plus d'une forme de domination. Mais là où Pfefferkorn veut en venir, c'est à la question de la centralité du travail dans toute analyse de la domination des femmes qui se respecte. L'auteur se livre d'abord à une réduction simplificatrice en spécifiant ceci (p. 306) :

La domination exercée par le groupe des hommes passe par différentes médiations. Le courant différencialiste met plutôt l'accent sur la procréation,

le courant post-moderne tend à privilégier la sexualité. Enfin, dans une perspective matérialiste le levier de la domination réside principalement dans le travail.

Puis l'auteur choisit clairement son camp : « Le travail est donc bien un levier essentiel de la domination masculine » (p. 310). Et il entreprend ainsi de faire l'éloge des travaux du groupe de recherche auquel il est rattaché au CNRS, travaux de très bonne qualité pour la plupart qui ont le mérite d'entrelacer – et non comme cet ouvrage de disjoindre – rapports sociaux de classes et de sexes à partir de terrains de recherche empirique.

Dans le sixième chapitre qui porte sur les transformations des rapports sociaux de sexes en France, Pfefferkorn revient sur un terrain qu'il maîtrise mieux et entreprend de faire un portrait nuancé des transformations des situations sociales des femmes, et ce, en mettant l'accent sur les inégalités persistantes dans l'espace domestique. Ce chapitre reprend les idées qu'il avait déjà exposées dans l'ouvrage collectif que nous avons codirigé avec Josette Trat : *L'autonomie des femmes en question* (Paris, L'Harmattan, 2006).

L'ouvrage de Pfefferkorn se termine par un plaidoyer en faveur de l'articulation des divers rapports sociaux qui avaient cependant été disjoints dans le reste de l'ouvrage. Les raisons pour une telle articulation sont longuement exposées aux pages 375 et 376 et s'avèrent tout à fait convaincantes étant donné la complexité du social. Cependant, il aurait été souhaitable qu'une telle jonction vienne un peu plus tôt et nous instruisse davantage sur ce que cela nous apprend du social dans sa complexité.

Au terme de cette lecture, je me réjouis et je reste perplexe. Côté réjouissance, j'estime que c'est là un des rares travaux venant d'un sociologue qui non seulement prend au sérieux la question de l'oppression des femmes mais également les écrits féministes sur le sujet; la déontologie universitaire devrait faire en sorte que cela aille de soi, mais force est de constater que nous sommes encore loin du compte. Côté perplexité, je suis stupéfaite par les limites évidentes d'une telle analyse de la consubstantialité des rapports sociaux. Le courant d'analyse dont se réclame Pfefferkorn a produit des analyses qui dépassent largement l'exploitation économique des femmes dans le travail rémunéré et le travail domestique, la dernière servant souvent de substrat à la première pour mettre en évidence des formes de politisation, des répertoires d'action, des enjeux de lutte qui s'articulent effectivement autour de toutes les facettes des rapports sociaux de sexes et des rapports de classes. C'est très loin de ce que nous propose Pfefferkorn qui se contente de rajouter un peu de sauce féministe sur un pavé marxiste pas mal trop cuit.

DIANE LAMOUREUX
Université Laval